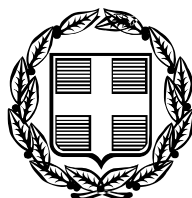


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 203**

2 Δεκεμβρίου 2010

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘΜ. 3893

Κύρωση των τροποποιήσεων του Καταστατικού της Συνδιάσκεψης της Χάγης όπως αυτές υιοθετήθηκαν από την εικοστή Διπλωματική Σύνοδο της 30ής Ιουνίου 2005.

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνονται και έχουν την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, οι τροποποιήσεις του Καταστατικού της Συνδιάσκεψης της Χάγης, που κυρώθηκε με το ν. 107/1975 (ΦΕΚ 169 Α΄), όπως αυτές υιοθετήθηκαν από την εικοστή Διπλωματική Σύνοδο της 30ής Ιουνίου 2005, το κείμενο των οποίων σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:



AMENDEMENTS AU STATUT DE LA CONFERENCE DE LA HAYE,
TELS QU'ADOPTÉS PAR LA VINGTIÈME SESSION DIPLOMATIQUE
LE 30 JUIN 2005

Article 2, paragraphe 2 :

2. Peuvent devenir Membres tous autres Etats dont la participation présente un intérêt de nature juridique pour les travaux de la Conférence. L'admission de nouveaux **Etats membres** est décidée par les Gouvernements des Etats participants, sur proposition de l'un ou de plusieurs d'entre eux, à la majorité des voix émises, dans un délai de six mois à dater du jour où les Gouvernements ont été saisis de cette proposition.

A la suite de l'article 2, insérer l'article 2A suivant :

1. Les Etats membres de la Conférence peuvent, lors d'une réunion relative aux affaires générales et à la politique rassemblant la majorité d'entre eux, à la majorité des voix émises, décider d'admettre également comme Membre toute Organisation régionale d'intégration économique qui a soumis une demande d'admission au Secrétaire général. Toute référence faite dans le présent Statut aux Membres comprend ces Organisations membres, sauf dispositions contraires. L'admission ne devient définitive qu'après l'acceptation du Statut par l'Organisation régionale d'intégration économique concernée.

2. Pour pouvoir demander son admission à la Conférence en qualité de Membre, une Organisation régionale d'intégration économique doit être composée uniquement d'Etats souverains, et doit posséder des compétences transférées par ses Etats membres pour un éventail de questions qui sont du ressort de la Conférence, y compris le pouvoir de prendre des décisions sur ces questions engageant ses Etats membres.

3. Chaque Organisation régionale d'intégration économique qui dépose une demande d'admission présente, en même temps que sa demande, une déclaration de compétence précisant les questions pour lesquelles ses Etats membres lui ont transféré compétence.

4. Une Organisation membre et ses Etats membres doivent s'assurer que toute modification relative à la compétence ou à la composition d'une Organisation membre est notifiée au Secrétaire général, lequel diffuse cette information aux autres Membres de la Conférence.

5. Les Etats membres d'une Organisation membre sont réputés conserver leurs compétences sur toute question pour laquelle des transferts de compétence n'ont pas été spécifiquement déclarés ou notifiés.

6. Tout Membre de la Conférence peut demander à l'Organisation membre et ses Etats membres de fournir des informations quant à la compétence de l'Organisation membre à l'égard de toute question spécifique dont la Conférence est saisie. L'Organisation membre et ses Etats membres doivent s'assurer que ces informations sont fournies en réponse à une telle demande.

7. L'Organisation membre exerce les droits liés à sa qualité de Membre en alternance avec ses Etats membres qui sont Membres de la Conférence, dans leurs domaines de compétence respectifs.

8. L'Organisation membre peut disposer, pour les questions relevant de sa compétence, dans toute réunion de la Conférence à laquelle elle est habilitée à participer, d'un nombre de voix égal au nombre de ses Etats membres qui lui ont transféré compétence sur la matière en question, et qui sont habilités à voter lors de cette réunion et se sont enregistrés pour celle-ci. Lorsque l'Organisation membre exerce son droit de vote, ses Etats membres n'exercent pas le leur, et inversement.

9. « Organisation régionale d'intégration économique » signifie une organisation internationale composée uniquement d'Etats souverains et qui possède des compétences transférées par ses Etats membres pour un éventail de questions, y compris le pouvoir de prendre des décisions engageant ses Etats membres sur ces questions.

Article 3 :

1. Le fonctionnement de la Conférence est assuré par **le Conseil sur les affaires générales et la politique (ci-après : le Conseil), composé de tous les Membres. Les réunions du Conseil se tiennent en principe tous les ans**.

2. Le Conseil assure ce fonctionnement par l'intermédiaire d'un Bureau Permanent dont **il** dirige les activités.

3. Le Conseil examine toutes les propositions destinées à être mises à l'ordre du jour de la Conférence. **Il** est libre d'apprécier la suite à donner à ces propositions.

4. La Commission d'Etat **néerlandaise, instituée par Décret Royal du 20 février 1897 en vue de promouvoir la codification du droit international privé**, fixe, après consultation des Membres de la Conférence, la date **des Sessions diplomatiques.**

5. La Commission d'Etat s'adresse au Gouvernement des Pays-Bas pour la convocation des Membres. **Le Président de la Commission d'Etat préside les Sessions de la Conférence.**

6. Les Sessions ordinaires de la Conférence auront lieu, en principe, tous les quatre ans.

7. En cas de besoin, le **Conseil** peut, **après consultation de la Commission d'Etat**, prier le Gouvernement des Pays-Bas de réunir la Conférence en Session extraordinaire.

8. Le Conseil peut consulter la Commission d'Etat sur toute autre question intéressant la Conférence.

Article 4 :

1. Le Bureau Permanent a son siège à La Haye. Il est composé d'un Secrétaire général et de **quatre** Secrétaires **qui sont nommés par le Gouvernement des Pays-Bas sur présentation de la Commission d'Etat.**

2. Le Secrétaire général et les Secrétaires devront posséder des connaissances juridiques et une expérience pratique appropriées. **La diversité de la représentation géographique et de l'expertise juridique seront également prises en compte dans leur nomination.**

3. Le nombre des Secrétaires peut être augmenté après consultation d**u Conseil et conformément à l'article 9.**

Article 5 :

Sous la direction d**u Conseil**, le Bureau Permanent est chargé :

a) de la préparation et de l'organisation des Sessions de la Conférence de La Haye, ainsi que des réunions **du Conseil et** des Commissions spéciales ;

b) des travaux du Secrétariat des Sessions et des réunions ci-dessus prévues ;

c) de toutes les tâches qui rentrent dans l'activité d'un secrétariat.

Article 6 :

1. En vue de faciliter les communications entre les Membres de la Conférence et le Bureau Permanent, le Gouvernement de chacun des **Etats m**embres doit désigner un organe national**, et chaque Organisation membre un organe de liaison.**

2. Le Bureau Permanent peut correspondre avec tous les **organes** ainsi désignés, et avec les organisations internationales compétentes.

Article 7 :

1. Les Sessions, et dans l'intervalle des Sessions, **le Conseil**, peuvent instituer des Commissions spéciales, en vue d'élaborer des projets de Convention ou d'étudier toutes questions de droit international privé rentrant dans le but de la Conférence.

2. Les Sessions, le Conseil et les Commissions spéciales fonctionnent, dans toute la mesure du possible, sur la base du consensus.

Article 8 :

1. Les coûts prévus au budget annuel de la Conférence sont répartis entre les Etats membres de la Conférence.

2. Une Organisation membre n'est pas tenue de contribuer au budget annuel de la Conférence, en plus de ses Etats membres, mais verse une somme, déterminée par la Conférence en concertation avec l'Organisation membre, afin de couvrir les dépenses administratives additionnelles découlant de son statut de Membre.

3. Dans tous les cas, les indemnités de déplacement et de séjour des Délégués au Conseil et aux Commissions spéciales sont à la charge des Membres représentés.

Article 9 :

1. Le budget **de la Conférence** est soumis, chaque année, à l'approbation **du Conseil** des Représentants diplomatiques des **Etats m**embres **à La Haye**.

2. Ces Représentants fixent également la répartition, entre les **Etats m**embres, des dépenses mises par ce budget à la charge de ces derniers.

3. Les Représentants diplomatiques se réunissent, à ces fins, sous la Présidence du Ministre des Affaires Etrangères **du Royaume** des Pays-Bas.

Article 10 :

1. Les dépenses, résultant des Sessions ordinaires **et extraordinaires** de la Conférence, sont **prises en charge** par le Gouvernement des Pays-Bas.

2. En tout cas, les indemnités de déplacement et de séjour des Délégués sont à la charge **des Membres** respectifs.

Article 11 :

Les usages de la Conférence continuent à être en vigueur pour tout ce qui n'est pas contraire au présent Statut ou aux Règlements.

Article 12 :

1. Les modifications au présent Statut doivent être adoptées par consensus des Etats membres présents lors d'une réunion sur les affaires générales et la politique.

2. Ces modifications doivent entrer en vigueur, pour tous les Membres, trois mois après leur approbation, conformément à leurs procédures internes respectives, par les deux tiers des Etats membres, mais pas avant un délai de neuf mois suivant la date de leur adoption.

3. La réunion mentionnée au paragraphe premier peut, par consensus, modifier les délais mentionnés au paragraphe 2.

Article 13 :

Les dispositions du présent Statut seront complétées par **des** Règlements, en vue d'en assurer l'exécution. Ces Règlements seront établis par le Bureau Permanent et soumis à l'approbation **d'une Session diplomatique, du Conseil des Représentants diplomatiques ou du Conseil sur les affaires générales et la politique**.

Article 14, paragraphe 3 :

3. Le Gouvernement néerlandais notifie, en cas d'admission d'un **nouveau Membre**, la déclaration d'acceptation de **ce nouveau Membre à tous les Membres**.

Article 15, paragraphe 2 :

2. La dénonciation devra être notifiée au Ministère des Affaires Etrangères **du Royaume** des Pays-Bas, au moins six mois avant l'expiration de l'année budgétaire de la Conférence, et produira son effet à l'expiration de ladite année, mais uniquement à l'égard du Membre qui l'aura notifiée.

A la suite de l'article 15, ajouter :

Les textes français et anglais du Statut, tel qu'amendé le .... 200., font également foi.

ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΕΙΣ ΤΟΥ ΚΑΤΑΣΤΑΤΙΚΟΥ ΤΗΣ ΣΥΝΔΙΑΣΚΕΨΗΣ ΤΗΣ ΧΑΓΗΣ ΟΠΩΣ ΑΥΤΕΣ ΥΙΟΘΕΤΗΘΗΚΑΝ ΑΠΟ ΤΗΝ ΕΙΚΟΣΤΗ ΔΙΠΛΩΜΑΤΙΚΗ ΣΥΝΟΔΟ ΤΗΣ 30ης ΙΟΥΝΙΟΥ 2005

Άρθρο 2, παράγραφος 2:

2. Δύναται να καταστούν Μέλη οποιαδήποτε άλλα Κράτη των οποίων η συμμετοχή παρουσιάζει ενδιαφέρον νομικής φύσεως για τις εργασίες της Συνδιασκέψεως. Η εισδοχή νέων Κρατών μελών αποφασίζεται από τις Κυβερνήσεις των μετεχόντων Κρατών προτάσει ενός ή περισσοτέρων εξ αυτών, διά της πλειοψηφίας των εκπεφρασμένων ψήφων, εντός προθεσμίας έξι μηνών από της ημέρας κατά την οποία υποβλήθηκε η συγκεκριμένη πρόταση στις Κυβερνήσεις.

Μετά το Άρθρο 2, εισάγεται Άρθρο 2Α ως εξής:

1. Τα Κράτη Μέλη της Συνδιάσκεψης δύνανται με πλειοψηφία των εκπεφρασμένων ψήφων, σε συνεδρίαση κατά την οποία συζητούνται θέματα γενικών υποθέσεων και πολιτικής και στην οποία είναι παρούσα η πλειονότητα των Κρατών Μελών, να αποφασίσουν να δεχθούν ως Μέλος και οποιονδήποτε περιφερειακό οργανισμό οικονομικής ολοκλήρωσης ο οποίος έχει υποβάλει αίτηση προς το Γενικό Γραμματέα για την εισδοχή του ως μέλους. Οι αναφορές σε Μέλη βάσει του παρόντος Καταστατικού θα περιλαμβάνουν και τους εν λόγω Οργανισμούς Μέλη, με εξαίρεση των περί του εναντίου ρητώς οριζομένων. Η εισδοχή θα ισχύει από την αποδοχή του Καταστατικού από τον ενδιαφερόμενο περιφερειακό οργανισμό οικονομικής ολοκλήρωσης.

2. Προκειμένου να έχει τη δυνατότητα υποβολής αίτησης μέλους της Συνδιάσκεψης ένας περιφερειακός οργανισμός οικονομικής ολοκλήρωσης πρέπει να έχει συσταθεί αποκλειστικά και μόνο από κυρίαρχα Κράτη, ενώ τα Κράτη Μέλη που τον αποτελούν πρέπει να του έχουν εκχωρήσει αρμοδιότητα επί διαφόρων ζητημάτων που εμπίπτουν στο αντικείμενο της Συνδιάσκεψης, συμπεριλαμβανομένης της εξουσίας να λαμβάνει αποφάσεις που δεσμεύουν τα Κράτη Μέλη του αναφορικά με τα συγκεκριμένα ζητήματα.

3. Κάθε περιφερειακός οργανισμός οικονομικής ολοκλήρωσης που υποβάλει αίτηση για συμμετοχή του ως μέλους πρέπει, κατά το χρόνο υποβολής της εν λόγω αίτησης, να υποβάλει δήλωση στην οποία θα εξειδικεύονται τα θέματα ως προς τα οποία του έχει εκχωρηθεί αρμοδιότητα από τα Κράτη Μέλη του.

4. Κάθε Οργανισμός-Μέλος και τα Κράτη Μέλη αυτού διασφαλίζουν ότι οποιαδήποτε μεταβολή ως προς την αρμοδιότητα του Οργανισμού-Μέλους ή την ιδιότητά του ως μέλους θα γνωστοποιείται στο Γενικό Γραμματέα, ο οποίος θα κοινοποιεί τις εν λόγω πληροφορίες στα υπόλοιπα Μέλη της Συνδιάσκεψης.

5. Τα Κράτη Μέλη του Οργανισμού-Μέλους τεκμαίρεται ότι διατηρούν αρμοδιότητα επί όλων των ζητημάτων αναφορικά με τα οποία δεν έχει ρητώς δηλωθεί ή γνωστοποιηθεί η εκχώρηση αρμοδιότητας προς τον Οργανισμό-Μέλος.

6. Οποιοδήποτε Μέλος της Συνδιάσκεψης δύναται να ζητήσει από τον Οργανισμό-Μέλος και τα Κράτη Μέλη του να παράσχουν πληροφορίες για το εάν ο Οργανισμός-Μέλος έχει αρμοδιότητα σχετικά με οποιοδήποτε συγκεκριμένο ζήτημα το οποίο συζητείται ενώπιον της Συνδιάσκεψης. Ο Οργανισμός-Μέλος και τα Κράτη Μέλη του οφείλουν να διασφαλίσουν την παροχή των πληροφοριών αυτών, εφόσον ζητηθούν.

7. Ο Οργανισμός-Μέλος και τα Κράτη Μέλη του, που είναι συγχρόνως Μέλη της Συνδιάσκεψης, ασκούν τα δικαιώματά τους ως μελών της Συνδιάσκεψης καθένα ανάλογα με τις αρμοδιότητές του.

8. Ο Οργανισμός-Μέλος δύναται να έχει, επί θεμάτων της αρμοδιότητάς του, σε οποιεσδήποτε συνεδριάσεις της Συνδιάσκεψης στις οποίες δικαιούται να συμμετέχει, αριθμό ψήφων ίσο με τον αριθμό των Κρατών Μελών αυτού που έχουν εκχωρήσει αρμοδιότητα στον Οργανισμό-Μέλος ως προς το συγκεκριμένο ζήτημα, και που έχουν δικαίωμα ψήφου και είναι εγγεγραμμένα για τις εν λόγω συνεδριάσεις. Όποτε ο Οργανισμός-Μέλος ασκεί το δικαίωμα ψήφου του, τα Κράτη Μέλη του δεν ασκούν τα δικά τους και αντιστρόφως.

9. Ως «περιφερειακός οργανισμός οικονομικής ολοκλήρωσης» νοείται ο διεθνής οργανισμός που αποτελείται αποκλειστικά και μόνο από κυρίαρχα Κράτη, στον οποίο τα Κράτη Μέλη αυτού έχουν εκχωρήσει αρμοδιότητα επί σειράς θεμάτων, συμπεριλαμβανομένης της εξουσίας να λαμβάνει αποφάσεις που δεσμεύουν τα Κράτη Μέλη του ως προς τα συγκεκριμένα θέματα.

Άρθρο 3:

1. Το Συμβούλιο Γενικών Υποθέσεων και Πολιτικής (εφεξής: «το Συμβούλιο») το οποίο αποτελείται από το σύνολο των Μελών είναι επιφορτισμένο με τη λειτουργία της Συνδιασκέψεως. Οι συνεδριάσεις του Συμβουλίου θα λαμβάνουν χώρα, κατ'αρχήν, ετησίως.

2. Το Συμβούλιο διασφαλίζει την εν λόγω λειτουργία μέσω του Μόνιμου Γραφείου, τις εργασίες του οποίου διευθύνει.

3. Το Συμβούλιο εξετάζει όλες τις προτάσεις που προορίζονται να εγγραφούν στην ημερήσια διάταξη της Συνδιάσκεψης. Καθορίζει, κατά την ελεύθερη κρίση του, τη συνέχεια που θα δοθεί στις εν λόγω προτάσεις.

4. Η Ολλανδική Κρατική Επιτροπή, η οποία έχει συσταθεί με το Βασιλικό Διάταγμα της 20ης Φεβρουαρίου 1897 με σκοπό την προώθηση της κωδικοποίησης του ιδιωτικού διεθνούς δικαίου, καθορίζει, κατόπιν διαβουλεύσεων με τα Μέλη της Συνδιάσκεψης, την ημερομηνία των Διπλωματικών Συνόδων.

5. Η Κρατική Επιτροπή απευθύνεται στην Κυβέρνηση των Κάτω Χωρών για τη πρόσκληση των Μελών της. Ο Πρόεδρος της Κρατικής Επιτροπής προεδρεύει των Συνόδων της Συνδιάσκεψης.

6. Οι Τακτικές Σύνοδοι της Συνδιάσκεψης θα λαμβάνουν, κατ'αρχήν, χώρα κάθε τέσσερα έτη.

7. Εάν χρειάζεται, το Συμβούλιο δύναται, κατόπιν διαβούλευσης με την Κρατική Επιτροπή, να ζητήσει από την Κυβέρνηση των Κάτω Χωρών να συγκαλέσει τη Συνδιάσκεψη σε Έκτακτη Σύνοδο.

δ. Το Συμβούλιο δύναται να συμβουλεύεται την Κρατική Επιτροπή για κάθε άλλο ζήτημα το οποίο σχετίζεται με τη Συνδιάσκεψη.

Άρθρο 4:

1. Το Μόνιμο Γραφείο έχει την έδρα του στη Χάγη. Αποτελείται από το Γενικό Γραμματέα και τέσσερις Γραμματείς οι οποίοι διορίζονται από την Κυβέρνηση των Κάτω Χωρών κατόπιν πρότασης της Κρατικής Επιτροπής.

2. Ο Γενικός Γραμματέας και οι Γραμματείς πρέπει να κατέχουν τόσο τις κατάλληλες νομικές γνώσεις όσο και

πρακτική εμπειρία. Για το διορισμό τους, λαμβάνεται επίσης υπόψη η γεωγραφική κατανομή και η νομική εμπειρία.

3. Ο αριθμός των Γραμματέων δύναται να αυξηθεί κατόπιν διαβούλευσης με το Συμβούλιο και σύμφωνα με το Άρθρο 9.

Άρθρο 5:

Υπό τη διεύθυνση του Συμβουλίου, το Μόνιμο Γραφείο είναι επιφορτισμένο με τα παρακάτω:

α) την προετοιμασία και τη διοργάνωση των Συνόδων της Συνδιάσκεψης της Χάγης και των συνεδριάσεων του Συμβουλίου και των Ειδικών Επιτροπών,

β) τις εργασίες της Γραμματείας των Συνόδων και των συνεδριάσεων που προβλέπονται ανωτέρω,

γ) όλα τα καθήκοντα που συμπεριλαμβάνονται στις δραστηριότητες μίας Γραμματείας.

Άρθρο 6:

1. Με σκοπό να διευκολυνθούν οι επαφές μεταξύ των Μελών της Συνδιάσκεψης και του Μόνιμου Γραφείου, η Κυβέρνηση καθενός από τα Κράτη Μέλη θα ορίσει ένα εθνικό όργανο, ενώ κάθε Οργανισμός-Μέλος ένα όργανο επικοινωνίας.

2. Το Μόνιμο Γραφείο δύναται να αλληλογραφεί με όλα τα όργανα που έχουν οριστεί ως άνω και με τους αρμόδιους διεθνείς οργανισμούς.

Άρθρο 7:

1. Οι Σύνοδοι και, στο ενδιάμεσο μεταξύ των Συνόδων, το Συμβούλιο, δύνανται να συστήσουν Ειδικές Επιτροπές για τη σύνταξη σχεδίων Συμβάσεων ή τη μελέτη οποιουδήποτε θέματος ιδιωτικού διεθνούς δικαίου που εμπίπτει στους σκοπούς της Συνδιάσκεψης.

2. Οι Σύνοδοι, το Συμβούλιο και οι Ειδικές Επιτροπές πρέπει, στο μέγιστο δυνατό βαθμό, να λειτουργούν σε συναινετική βάση.

Άρθρο 8:

1. Τα προϋπολογισμένα έξοδα της Συνδιάσκεψης κατανέμονται αναλογικά μεταξύ των Κρατών Μελών της Συνδιάσκεψης.

2. Ο Οργανισμός μέλος δεν απαιτείται να συνεισφέρει στον ετήσιο προϋπολογισμό της Συνδιάσκεψης πέραν του ποσού που καταβάλλεται από τα Κράτη Μέλη τους, αλλά καταβάλλει ένα ποσό που καθορίζεται από τη Συνδιάσκεψη, κατόπιν διαβούλευσης με τον Οργανισμό Μέλος, για την κάλυψη των πρόσθετων διοικητικών δαπανών που προκύπτουν λόγω της συμμετοχής τους ως μελών της Συνδιάσκεψης.

3. Σε κάθε περίπτωση, τα έξοδα μετακίνησης και διαβίωσης των εκπροσώπων στο Συμβούλιο και τις Ειδικές Επιτροπές επιβαρύνουν τα εκπροσωπούμενα Μέλη.

Άρθρο 9:

1. Ο προϋπολογισμός της Συνδιάσκεψης υποβάλλεται ετησίως προς έγκριση στο Συμβούλιο των Διπλωματικών Αντιπροσώπων των Κρατών Μελών στη Χάγη.

2. Οι εν λόγω Αντιπρόσωποι κατανέμουν αναλογικά μεταξύ των Κρατών Μελών τις δαπάνες οι οποίες χρεώνονται σε αυτά στο συγκεκριμένο προϋπολογισμό.

3. Οι Διπλωματικοί Αντιπρόσωποι συνεδριάζουν για τους ως άνω σκοπούς υπό την προεδρία του Υπουργού Εξωτερικών του Βασιλείου των Κάτω Χωρών.

Άρθρο 10:

1. Οι δαπάνες που προκύπτουν από τις Τακτικές και τις Έκτακτες Συνόδους της Συνδιάσκεψης βαρύνουν την Κυβέρνηση των Κάτω Χωρών.

2. Σε κάθε περίπτωση, οι δαπάνες μετακίνησης και διαμονής των αντιπροσώπων είναι πληρωτέες από τα αντίστοιχα Μέλη.

Άρθρο 11:

Οι συνήθειες της Συνδιάσκεψης εξακολουθούν να ισχύουν, στο μέτρο που δεν είναι αντίθετες με το παρόν καταστατικό ή τους κανονισμούς.

Άρθρο 12:

1. Οι τροποποιήσεις του Καταστατικού υιοθετούνται με τη συναίνεση των Κρατών Μελών που είναι παρόντα σε συνεδρίαση κατά την οποία συζητούνται θέματα γενικών υποθέσεων και πολιτικής.

2. Οι τροποποιήσεις αυτές τίθενται σε ισχύ, για όλα τα Μέλη, τρεις μήνες αφότου εγκριθούν από τα δύο τρίτα των Κρατών Μελών σύμφωνα με τις αντίστοιχες εσωτερικές τους διαδικασίες, όχι όμως πριν από την πάροδο εννέα μηνών από την ημερομηνία υιοθέτησής τους.

3. Κατά τη συνεδρίαση που αναφέρεται στην παράγραφο 1 δύνανται να μεταβληθούν, συναινετικώς, τα χρονικά διαστήματα που αναφέρονται στην παράγραφο 2.

Άρθρο 13:

Για το σκοπό της εφαρμογής τους, οι διατάξεις του παρόντος Καταστατικού συμπληρώνονται από Κανονισμούς. Οι Κανονισμοί θα καταρτισθούν από το Μόνιμο Γραφείο και θα υποβληθούν προς έγκριση σε μία Διπλωματική Σύνοδο, το Συμβούλιο των Διπλωματικών Αντιπροσώπων ή το Συμβούλιο Γενικών Υποθέσεων και Πολιτικής.

Άρθρο 14, παράγραφος 3:

3. Η Κυβέρνηση των Κάτω Χωρών, στην περίπτωση εισδοχής νέου Μέλους, ενημερώνει όλα τα Μέλη σχετικά με τη δήλωση αποδοχής του εν λόγω νέου Μέλους.

Άρθρο 15, παράγραφος 2:

2. Η καταγγελία πρέπει να γνωστοποιείται στο Υπουργείο Εξωτερικών του Βασιλείου των Κάτω Χωρών τουλάχιστον έξι μήνες πριν τη λήξη του οικονομικού έτους της Συνδιάσκεψης, και θα ισχύει κατά τη λήξη του εν λόγω έτους, μόνο όμως ως προς το Μέλος που έχει προβεί σε γνωστοποίηση προς τούτο.

Μετά το Άρθρο 15, προστίθεται:

Το Αγγλικό και το Γαλλικό κείμενο του παρόντος Καταστατικού, όπως αυτά τροποποιήθηκαν στις .. 200..., είναι εξίσου αυθεντικά.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και των τροποποιήσεων που κυρώνονται, από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 12 παράγραφος 2 αυτών.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 2 Δεκεμβρίου 2010

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΑΡΟΛΟΣ ΓΡ. ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

Γ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΔΡΟΥΤΣΑΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ, ΔΙΑΦΑΝΕΙΑΣ
ΚΑΙ ΑΝΘΡΩΠΙΝΩΝ ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΩΝ

ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΣ ΚΑΣΤΑΝΙΔΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 2 Δεκεμβρίου 2010

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Χ. ΚΑΣΤΑΝΙΔΗΣ



ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ
ΚΑΠΟΔΙΣΤΡΙΟΥ 34 * ΑΘΗΝΑ 104 32 * ΤΗΛ. 210 52 79 000 * FAX 210 52 21 004
ΗΛΕΚΤΡΟΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ: http://www.et.gr – e-mail: webmaster.et@et.gr